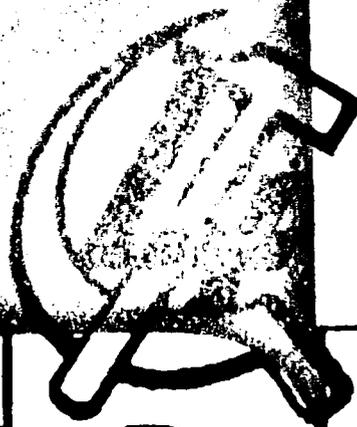


Numéro 564

octobre 1974



VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

**APRÈS
LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES**

**LA CRISE
DE LA BOURGEOISIE AMÉRICAINE**

**LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE
AU PORTUGAL**

SOMMAIRE

A nos lecteurs	1
Après les élections présidentielles, par Stéphane Just	2
Plan de développement pour le XX° Congrès de l'OCI, par Charles Berg	20
La chute de Nixon et la crise politique de l'impérialisme américain, par François Forgeue	34
Au Portugal, c'est bien la révolution, introduction à une discussion par Roger Ducros	61
Résolution adoptée par la III° Conférence du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais	66
Déclaration du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais	72
Un an après le coup d'Etat au Chili, quel bilan ?, par Etienne Laurent	79
La question nationale en URSS, par Jean-Jacques Marie	92
Discussion sur la nature du gouvernement et de l'Etat en Algérie avec deux militants algériens, par François Limousin	105
La déclaration de Mohamed Harbi et Hocine Zahouane	106
La réponse de F. Limousin	107
Compte rendu : Jean Elleinstein, « Le socialisme dans un seul pays », par Pierre Broué	117

Chili : un an après le coup d'Etat,

Quel bilan ?

par Etienne LAURENT

Voici un an, le coup d'Etat du 11 septembre venait mettre un terme aux trois années de gouvernement de l'Unité populaire. Il portait au pouvoir une junte militaire déterminée à écraser physiquement et à détruire organisationnellement la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et la jeunesse, dont le combat vers l'objectif de la révolution prolétarienne avait tendu, même en l'absence de parti révolutionnaire, à porter atteinte chaque jour plus clairement à la propriété privée des moyens de production, aux rapports entre le capital et le salariat et aux institutions de l'Etat bourgeois lui-même.

Concluant notre analyse de la politique de l'Unité populaire, nous écrivions :

« Si l'on considère la capacité d'initiative, de lutte, d'abnégation révolutionnaire dont la classe ouvrière, les couches exploitées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, la jeunesse ont fait preuve de façon répétée au long des quatre dernières années, on ne peut que conclure que la défaite subie le 11 septembre 1973 n'avait rien d'inéluctable. Elle n'était inscrite ni dans les aspirations ni

dans les objectifs de la classe ouvrière et de la jeunesse chiliennes, qui ont cherché, tout au long des quatre dernières années, à se frayer la voie vers l'expropriation des capitalistes, vers la destruction de l'Etat bourgeois, vers la révolution prolétarienne, seule capable de libérer le pays du joug de l'exploitation étrangère et de son retard séculaire.

« Ni la classe ouvrière ni la jeunesse chiliennes n'ont la moindre responsabilité dans la tragédie du 11 septembre. Seuls sont responsables les dirigeants du PC et du P.S. chiliens, avec la traîtresse politique de collaboration de classe qu'ils ont imposée au prolétariat, en contradiction, non seulement avec ses aspirations et les exigences de la lutte pour la libération nationale et sociale, mais aussi avec les formes précises, concrètes qu'a prises sa volonté révolutionnaire, telle qu'elle s'est exprimée dans la construction des « cordons ».

« La politique de l'Unité populaire a été une politique de collaboration de classes qui s'est située au niveau même où le développement de la lutte des classes au Chili avait élevé l'affrontement entre la bour-

geoisie et le prolétariat, c'est-à-dire au niveau de la lutte pour le pouvoir. Cette politique était dirigée contre la classe ouvrière chilienne, contre les organismes autonomes qu'elle a construits en relation avec les exigences mêmes de la situation. Elle a nourri de bout en bout la contre-révolution et, dans les dernières semaines, lui a ouvert directement la voie. La leçon doit être assimilée par le prolétariat mondial. Il ne peut y avoir de ménagements ni d'équivoque dans les conclusions politiques : **L'UNITE POPULAIRE A FRAYE LA VOIE AU FASCISME, TELLE EST L'ESSENCE DE SON BILAN.** » (1)

La portée de la politique actuelle du PC et de l'UP

L'objectif que se fixe la note qui suit est tout à fait circonscrit. Elle vise à analyser le combat politique engagé par les partis membres de l'Unité populaire, et, au premier chef, le PC chilien, ainsi que celui du MIR, pour qu'un tel bilan ne soit en aucune manière tiré par la classe ouvrière et la jeunesse chiliennes et par les militants des partis ouvriers qui ont vécu l'expérience du gouvernement Allende.

Un tel combat politique de la part du stalinisme, de ses alliés et cautions « gauches » n'a rien pour étonner. Encore faut-il tout de suite en définir la portée exacte. Mettre tout en œuvre pour faire obstacle au bilan de l'Unité populaire, ce n'est, pour la direction du PC, PS, du MIR et des autres partis chiliens, pas uniquement un réflexe destiné à sauvegarder leur existence en tant qu'appareils.

Agir ainsi, ce n'est pas seulement la façon pour eux de contribuer à l'effort mis en œuvre mondialement par les directions staliniennes, social-démocrates et centristes dans tous les pays (et particulièrement en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, en Europe comme dans toute l'Amérique latine) pour empêcher que les militants d'avant-garde, en premier lieu ceux encore organisés sous leur contrôle,

fassent le bilan du Chili et le mettent en relation avec les plus pressantes préoccupations et problèmes immédiats ; c'est aussi, pour la direction de ces partis, la façon de venir pour ainsi dire parachever l'œuvre accomplie jusqu'au 11 septembre et travailler de façon à retarder le moment où la classe ouvrière, la paysannerie et la jeunesse chilienne, pourront réengager sur ces bases claires le combat contre la bourgeoisie chilienne, l'impérialisme et leur gouvernement militaire.

Interdire que le bilan de l'Unité populaire soit tiré, centrer tout le débat sur l'existence de fractions « démocratiques » aujourd'hui encore au sein de l'armée et ouvrir comme unique perspective politique l'élargissement de l'Unité populaire vers la droite pour inclure une partie, sinon la totalité du parti démocrate-chrétien, c'est, de la part de la direction du PC et du PS chiliens, comme de Miguel Enriquez et du groupe dirigeant du MIR qui leur apportent leur caution, mener une politique parfaitement cohérente, qui forme un tout et dont le sens, que les militants de ces partis le veuillent ou non, est de renforcer Pinochet, apporter une forme déterminée de soutien à la dictature.

Depuis l'écrasement du 11 septembre, la politique de collaboration de classe du PC et du PS ne se situe plus à un niveau où le problème du pouvoir se trouve directement posé. Mais elle n'a pas cessé d'exister pour autant. Elle s'est simplement déplacée sur le terrain du front antifasciste.

Ce front est un front politique qui se définit beaucoup plus par les perspectives de gouvernement qu'il se fixe que par la lutte qu'il mènerait sur le terrain des libertés démocratiques. Il se fixe comme objectif la lutte pour l'établissement d'un nouvel

« Etat de droit plus avancé, plus démocratique que celui détruit par la dictature (...), capable de garantir le pluralisme et un authentique humanisme ».

montrant ainsi que le but des partis de l'UP est plus que jamais d'effacer

le souvenir des « cordons industriels » et l'objectif de lutte pour la révolution socialiste que ceux-ci se donnaient. Il s'agit d'une politique qui entend agiter et bâillonner plus que jamais le prolétariat et les masses chiliennes et les militants ouvriers dans le cadre de l'alliance contre-révolutionnaire avec les partis de la bourgeoisie, et comme toujours, avec une aile de l'armée.

L'Unité Populaire plus que jamais au secours de la bourgeoisie

Cette politique n'est nullement gratuite. L'un des traits caractéristiques de la situation chilienne, qui ne fait qu'exprimer les traits fondamentaux de la situation politique mondiale, est l'incapacité de la junte de se donner une base sociale tant soit peu stable et de faire de l'écrasement physique du prolétariat, de la jeunesse et des masses exploitées, comme de la répression omniprésente et sans relâche qui s'est poursuivie depuis un an, autre chose que des fins en soi.

Aucune classe dominante, aucun gouvernement ne peut asseoir sa domination sur des bases ayant un minimum de solidarité s'il ne se présente pas comme porte-parole des aspirations, sinon de la « nation tout entière », au moins de couches sociales dépassant la sphère réduite du capital financier et industriel et la bourgeoisie agraire. Aujourd'hui, la conjonction des conséquences de « l'état de guerre interne » mené par la bourgeoisie chilienne et l'impérialisme (et dont le début remonte à bien avant le 11 septembre et comporte, à partir de la fin 1971, l'organisation, dans le cadre préparé par le gouvernement Allende, du sabotage de l'ensemble des rouages de l'économie (2), et de la marche vers la crise économique mondiale, a réduit à l'extrême la marge de manœuvre de la junte dans ce sens. La junte est en banqueroute sur le plan économique et n'a rien à offrir, y compris à la grande masse de la petite bourgeoisie. C'est là un constat qui a été rapidement fait par les ana-

lystes bourgeois (3), les représentants mêmes du grand capital (qui ont consenti certes à un moratoire de la dette étrangère mais n'ont pratiquement pas fait de nouveaux investissements) et bien entendu, par l'appareil international du stalinisme.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'appréciation contenue dans la déclaration du PC chilien de janvier 1974 selon laquelle « l'état de choses actuel ne sera pas éternel ». Intervenant dans le cadre de la double crise du système économique comme tel et de la domination politique de la bourgeoisie dans ses principaux bastions, dans une phase où le prolétariat est à l'initiative mondiale, l'écrasement du prolétariat chilien se trouve nécessairement circonscrit. Au Chili, en 1974, l'affirmation du **Programme de transition** qui précise que « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » n'a pas uniquement une portée historique. Elle rend compte, au-delà des fanfaronnades du MIR et de groupes petits-bourgeois propulsés par le stalinisme comme le MAPU-OC, du mouvement réel du prolétariat chilien, qui, au milieu des vives difficultés, a vite cherché à s'organiser, fût-ce de façon élémentaire, pour résister à l'exploitation décuplée qui a suivi le coup d'Etat (4).

De la part de Kissinger et de Ford, cette situation exige la reconnaissance et la défense du fait qu'effectivement le gouvernement des Etats-Unis est intervenu dans la préparation du coup d'Etat et entend donner son plein appui à la junte (voir le rappel à l'ordre public tout à fait inusité de Kissinger à son ambassadeur au Chili de cesser ses « bavardages libéraux »). De la part du Kremlin, elle exige la politique mise en œuvre depuis janvier 1974 par le PC chilien. De toutes parts la classe ouvrière et les masses chiliennes doivent être cernées et matraquées physiquement mais aussi politiquement. Il faut que l'effet du 11 septembre soit durable, que les masses latino-américaines soient contenues et refoulées pour qu'au moins dans cette région du monde, l'impérialisme américain garde les choses en main. Telle est l'explication de la façon apparemment « grossière » dont

le PC chilien est venu apporter son appui à l'armée en tant qu'« Institution de la nation » et par la même obligatoirement à la junte qui en est issue.

le PC chilien, colonne vertébrale de l'Unité Populaire

La chute du «gouvernement Allende a, plus que jamais, fait du PC chilien la colonne vertébrale de l'Unité populaire. C'est de lui qu'émanent à chaque étape les positions adoptées par les directions de l'ensemble des partis de l'UP et cautionnées par le MIR. C'est le PC, tout d'abord, qui a occupé le premier, publiquement, le terrain politique par sa déclaration de début janvier (publiée par « l'Humanité » du 8 janvier 1974), fixant ainsi les positions ensuite reprises par l'ensemble des partis de l'UP et contresignées par le MIR dans la déclaration commune du 12 février. Le fait se constate avec une netteté toute particulière dans le cas du MIR, qui est la seule organisation à avoir élaboré un document interne (celui dit « des 62 pages » en date du 25 décembre 1973), mais qui s'est tout de suite rattachée à la ligne du PC dès que celui-ci se fut prononcé le 8 janvier.

La seconde étape publique de l'offensive du PC est celle qui s'engage en mars par la voix de Volodia Tetelboïm (membre du BP du PC chilien, qui se trouvait fort opportunément à Moscou lors du coup d'Etat du 11 septembre et qui dirige depuis, de Moscou, Rome et La Havane, l'appareil extérieur du PC chilien en collaboration avec l'appareil international du stalinisme) moyennant l'article publié internationalement dans « La Nouvelle Revue Internationale » de mars 1974. Ce sont les principaux thèmes de cet article, en effet, en particulier « l'autocritique des erreurs de l'UP », c'est-à-dire l'insuffisance de son combat contre le « gauchisme » et la coexistence en son sein de « deux tendances » que l'on retrouve presque intégralement dans la déclaration faite par l'UP à l'occasion du 1^{er} mai (5).

Dès le mois de mars, pour ce qui concerne les directions, traités des partis ouvriers et des organisations petites-bourgeoises gravitant autour d'eux, la ligne est définitivement déterminée et ne bougera plus. Elle sera défendue sans pudeur par le PC et sa créature le MAPU-OC, honteusement par le PS (6) et le MAPU « orthodoxe », et recevra l'appui du MIR selon les modalités spécifiques que cette organisation soit forcée, bien entendu, de donner à ce soutien, compte tenu du rôle politique déterminé qui lui est dévolu. Mais à partir de mars, on assiste à une répétition inlassable, avec seulement de légères variantes, d'une ligne dont la source se trouve dans les textes du PC qu'il faut maintenant analyser.

La politique de la main tendue à l'égard de l'armée

La structure interne et la démarche de la déclaration du PC chilien du 8 janvier sont d'une extrême simplicité. Le texte va droit au but qu'il se fixe, qui est de boucher à la classe ouvrière et aux militants toute perspective de combat indépendant de classe et de les ligoter dans le cadre d'une politique de collaboration de classe, au centre de laquelle se trouve, plus que jamais, non seulement la Démocratie chrétienne, mais aussi l'armée.

Le point de départ de cette démarche consiste, dès le premier paragraphe, à expulser la lutte des classes du cadre d'analyse et à réduire l'enjeu de la vie politique chilienne à l'accomplissement d'un « processus de transformations structurelles », relevant hier comme demain d'un « gouvernement national, majoritaire, démocratique et (bien entendu) pluraliste ». Ce point de départ est indispensable, car il permet d'emblée aussi bien de présenter les traits fascistes de la junte comme un phénomène aberrant et l'armée comme une institution qui posséderait pleinement sa place au sein d'un pareil processus, que de justifier la nécessité de procéder enfin à l'élargissement de l'UP jusqu'à y inclure la DC.

De son point de vue, l'appareil stalinien a évidemment parfaitement raison de commencer par là. L'appréciation que l'on porte, et que l'on partage ou non a imposer, des voies et des moyens pour atteindre la libération sociale et nationale des masses laborieuses chiliennes commande bien entendu la place que l'on assigne à telle ou telle force politique dans ce « processus ». Ceci signifie, ainsi que nous l'avions montré dans notre premier article de fond sur le Chili, fin 1972 (7), que le point de départ de tout combat contre la politique de front populaire consiste à établir — ou rétablir — le caractère nécessaire de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat se portant à la tête de la paysannerie et des masses exploitées de la nation opprimée, comme unique réponse à l'ensemble des problèmes brûlants qui assaillent les masses laborieuses dans un pays semi-colonial soumis au joug de l'impérialisme au travers des liens de classe noués entre la bourgeoisie de leur pays et les bourgeoisies étrangères dominantes.

Avant réduit ces problèmes à une simple question de « transformations structurelles », ou encore de défense de la « patrie » chilienne et des « véritables intérêts des Chiliens », le PC peut soutenir sans la moindre vergogne, quatre mois à peine après le putsch, alors que 80 000 travailleurs, paysans, étudiants et militaires de tous les partis sont morts sous les balles ou la torture, que les problèmes se définissent toujours dans les termes d'une incompréhensible « rupture des militaires avec les meilleures traditions du Chili ». Et de centrer toute l'attente et l'espérance des militants et travailleurs sur le fait qu'il

« existe un secteur des putschistes militaires et civils qui essaie d'éviter une orientation aussi régressive, qui préférerait une politique populiste présentant quelques traits réformistes et permettant, dans un délai relativement bref, le retour à certaines formes démocratiques qui, tout en excluant le mouvement populaire, permettraient au moins à d'autres secteurs de la

bourgeoisie de participer au gouvernement

Certes, pour le moment, ce « secteur » pèse peu dans les décisions essentielles, mais c'est sur lui qu'il faut faire foi. Tout doit être mis en œuvre, en effet, dit le PC, pour empêcher qu'on en vienne à identifier l'armée comme institution à la dictature militaire-policière et à sa politique de terreur et d'assassinat. A cet égard, bien entendu,

« les généraux et officiers qui ont accepté les pressions externes et internes pour entraîner leurs institutions à participer au complot contre le Chili et son peuple ont encouru et encourrent une terrible responsabilité devant l'Histoire, et seront condamnés par elle. Ils ont foulé aux pieds le prestige et le crédit des forces armées devant le peuple et devant le monde, et ils achèveront de les détruire s'ils persistent dans leur orientation ».

Pinochet peut dormir tranquille. S'il n'en tient qu'au PC, il ne sera condamné que par l'Histoire... qui, en l'occurrence, a bon dos, et devra tout au plus céder la main un jour à un général un peu moins directement associé que lui à la préparation et au déroulement du 11 septembre

Mais la responsabilité des militants du Parti communiste est également en jeu dans l'effort à accomplir pour que l'armée ne soit pas identifiée à la dictature de classe des monopoles, des propriétaires fonciers et de l'impérialisme étranger. Ils ne doivent jamais perdre de vue que la direction de leur parti

« ne conçoit pas la lutte sociale comme un combat entre civils et militaires. Il en est qui prennent l'uniforme au nom de leurs devoirs envers la patrie, et qui ont été conduits à participer à la terreur déchainée contre le peuple malgré leurs sentiments démocratiques ».

Ce n'est pas des paysans et ouvriers en uniforme dont il s'agit, mais des officiers, membres de la bourgeoisie, membres de ces « classes moyennes »

que l'on a malencontreusement effrayés, les conduisant ainsi à s'isoler du prolétariat alors que « ces transformations structurelles » appellent leur pleine participation sans qu'elles n'aient rien à perdre ni à craindre.

Que signifie l'appel à la Démocratie chrétienne ?

Dans le contexte politique propre au Chili, il ne saurait y avoir de politique durable visant à subordonner politiquement la classe ouvrière et les masses à l'aile « démocratique » de la hiérarchie militaire, indépendamment d'une politique complémentaire à l'égard de la hiérarchie catholique d'une part et du parti démocrate-chrétien de l'autre.

Aussi la déclaration du 8 janvier, tout en constatant que « la situation confirme que l'Unité populaire reste en vigueur comme expression unitaire du peuple », affirme que cette même situation exige :

- « d'aller plus loin : à l'action commune et à l'unité avec des sections du peuple qui n'étaient pas avec l'unité populaire » ;

- « la ligne de partage entre le peuple et ses ennemis ne saurait être tracée par rapport au passé, mais en vue de l'avenir. La barrière essentielle n'est pas celle qui séparerait le gouvernement de l'opposition avant le coup d'Etat, mais celle qui sépare les fascistes et les putschistes, usurpateurs du pouvoir, de ceux qui subissent les conséquences de leur politique réactionnaire, de ceux qui sont partisans de la rénovation de la démocratie, des changements sociaux progressistes, de l'indépendance nationale » ;

- « cette unité inclut le travail, par exemple, avec de larges milieux démocrates-chrétiens qui se sont prononcés contre le coup d'Etat ».

Telle est la ligne qui va être intégralement reprise à partir de février dans les déclarations de l'Unité populaire et du MIR. Cette déclaration du 12 février, signée par l'UP et le MIR, après avoir repris à son compte

les positions du PC sur l'armée, déclare :

« En outre, au sein même des forces armées, il y a des soldats, des sous-officiers et même des officiers qui prennent de plus en plus conscience du rôle criminel et bestial que le fascisme les oblige à tenir. Un grand nombre d'entre eux découvrent qu'ils sont utilisés par les minorités qui représentent le grand capital et par l'impérialisme, dans des buts antipatriotiques et antinationaux. »

Le texte poursuit en affirmant :

« Le parti démocrate-chrétien se trouve une fois de plus à la croisée des chemins. Un grand nombre de ses dirigeants ont collaboré avec le fascisme ou ont fait son jeu. Le freisme, sous l'hégémonie duquel ce parti a agi au cours de la dernière période, a poussé au coup d'Etat, a conspiré contre les fascistes et aujourd'hui, il négocie avec eux pour obtenir des positions au pouvoir.

« Cette attitude fait contraste avec le rôle joué par de nombreux dirigeants qui, depuis le début, ont condamné le putsch et se joignent au combat antifasciste. »

La position du MIR se trouve confirmée dans sa déclaration publiée quelques jours avant (fin janvier 1974) qui appelle à :

« constituer un front politique de la résistance antigorille, incorporant toutes les forces de la gauche et un secteur du Parti démocrate-chrétien (PDC) (la petite-bourgeoisie démocratique). »

Dans son interview du 19 mars 1974 Miguel Enriquez renchérit et explique que :

« Dans le front de la résistance que nous avons mentionné (...), nous entendons que s'incluent toutes les organisations de gauche : celles de l'ex-UP et nous-mêmes ainsi qu'un secteur du parti DC

le secteur appelé « progressiste » ou petit-bourgeois démocratique, celui qui, avant le coup militaire, s'est prononcé ouvertement contre lui et qui, immédiatement après celui-ci, a fait de même (...).

Un autre secteur du parti DC, appelé démocratique par certains le secteur dirigé par Frei, a appuyé inconditionnellement les agressions de la classe dominante contre les travailleurs et le gouvernement (...). Avec eux, la classe ouvrière et le peuple, les révolutionnaires ne peuvent pas faire des alliances qui décapiteraient leur programme et leurs méthodes de lutte. Ils doivent par contre profiter de toutes les brèches qu'ouvre la lutte inter-bourgeoise aujourd'hui tant accentuée. »

Le MIR, bien entendu, a plus d'une corde à son arc. Sa fonction de couverture gauche de l'appareil stalinien exige de lui qu'en même temps qu'il développe cette politique, il forme aussi un organe coordinateur avec l'ERP d'Argentine, les Tupamaros d'Uruguay et l'ELN de Bolivie, et soit prêt à engager, s'il le faut, un secteur de la jeunesse dans la voie tout aussi liquidatrice des guerrillas.

Avant de montrer le sens de ces sophismes, et le rôle politique assumé par Enriquez, le MIR et tous ceux qui leur ont apporté leur soutien internationalement, constatons qu'en fait de brèche ouverte, c'est surtout le PC qui en profite. Le 1^{er} mai, la nouvelle déclaration de l'UP, qui n'a reçu du MIR nul démenti, cesse de s'embarasser de distinctions subtiles et affirme :

« Du point de vue politique, la participation de plus en plus active de la Démocratie chrétienne à la lutte antifasciste est une nécessité de la plus haute importance. Nous souhaitons que l'ensemble de la DC s'intègre pleinement à la Résistance et au Front antifasciste. Nous savons que ce processus ne sera pas facile. Mais nous pensons que l'expérience vécue nous apprend mutuellement que nous avons des ennemis

communs, les ennemis de la patrie ; qu'il est possible de définir une perspective commune pour libérer le Chili de la dictature, de l'arriération et de la domination étrangère. »

Encore une fois, qu'est-ce que la Démocratie chrétienne au Chili ?

Pour mesurer ce que signifie cette orientation, en termes de coups assésés au militants et aux masses, en termes d'avertissement qu'ils n'ont rien à attendre de leurs dirigeants, en termes qu'il leur faut comprendre que leur sort est bon et même, comme nous le verrons plus loin, qu'il est bien mérité, il convient de rappeler ce qu'est la Démocratie chrétienne chilienne.

La DC n'est pas un parti quelconque. Depuis le milieu des années 50, elle a définitivement supplanté le parti radical en tant que principal parti de la bourgeoisie chilienne et pièce maîtresse de la domination politique bourgeoise et impérialiste au Chili. Parti gouvernant de 1964 à 1973, sous Frei, héraut d'une prétendue « révolution dans la liberté », la DC avait déjà sur les mains le sang de dizaines et de dizaines de travailleurs et militants. Sous l'UP, son rôle s'est précisé. Parti de masse, plongeant ses racines — grâce à ses rapports avec l'Eglise et une longue complicité et politique de coexistence de la part du PC — dans la paysannerie, la petite bourgeoisie et aussi des secteurs significatifs de la classe ouvrière, c'est à la DC qu'il est revenu, à chaque étape, d'évaluer l'état exact des relations entre l'UP et les masses, ainsi que l'état d'esprit de celles-ci et de déterminer, sur cette base, la tactique de la bourgeoisie.

C'est ainsi que la DC a pu tout aussi bien négocier le Statut de Garanties par l'entremise de l'aile Tomic-Schneider, que donner le signal politique du coup d'Etat par l'intermédiaire de la campagne politique de Frei d'août 1973. Pour que les choses soient encore plus nettes, rappelons que c'est à l'initiative de la DC et en collaboration avec Prats, commandant

en chef de l'armée, entré comme ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Allende en novembre 1972, que fut préparée, présentée et votée, début 1973, la loi scélérate sur le contrôle des armes qui a permis à l'armée d'entreprendre les manœuvres préparatoires au coup d'Etat et d'engager ouvertement son « état de guerre interne » contre le prolétariat, longtemps avant le 11 septembre.

La DC est le parti le plus honni des militants et des masses chiliennes car il est pour eux le parti du double jeu, le parti de l'hypocrisie et de la trahison. De façon répétée à partir de 1972, le PC chilien avait tenté de faire du « dialogue » et de la négociation avec la DC (7), pouvant même aboutir, selon lui, jusqu'à leur entrée dans le gouvernement Allende, l'un de ses principaux axes de combat pour refouler et écœurer les masses et les militants. Chaque fois, il avait dû faire marche arrière tellement la réaction des militants, y compris dans ses propres rangs, était forte — plus forte même que lors de la constitution du premier cabinet militaire, sans parler du second.

Imposer à ces militants l'alliance avec la DC, serait donc pour le PC chilien réellement parachever l'écrasement physique du 11 septembre à l'aide d'une défaite politique, d'une certaine façon plus caractérisée encore. Que reste-t-il dans tout cela des distinctions « subtiles » d'Enriquez quant à l'aile « démocratique » de la DC ? Rien, sinon l'expression du rôle politique précis joué par Enriquez comme caution gauche du stalinisme, chargé de faire passer sa politique auprès de tous les militants au sein des partis de l'UP, y compris au sein du PC lui-même, auprès desquels avec l'aide de Castro, relayé ensuite par « Rouge » et le prétendu « Secrétariat unifié de la IV^e Internationale », Enriquez passe pour la personification de la politique « révolutionnaire » au Chili.

L'un des traits propres à la DC sans lequel elle n'aurait jamais pu jouer son rôle, est précisément de posséder fort « opportunément » une aile droite et une aile gauche — également incrustées dans tout l'appareil d'Etat et, bien sûr, au sein de l'ar-

mée — dont l'existence est faite pour assurer à la DC et à la bourgeoisie chilienne toute la souplesse d'inter-vention désirable. Tout aussi « à la croisée de chemins » qu'elle fut, la DC ne s'est nullement cassée au lendemain du 11 septembre et du soutien officiel donné par Frei et du soutien à la junte. On comprend pourquoi et on mesure toute la duplicité de la direction du MIR.

Un front de gouvernement

Un autre aspect du tour de passe-passe auquel Miguel Enriquez a cherché à se livrer pour couvrir la politique impulsée par le PC a été de faire passer le Front antifasciste dont la constitution est appelée par les déclarations du 12 février et du 1^{er} mai comme étant un front établi sur le seul terrain de la lutte pour les libertés démocratiques. La réponse qu'Enriquez donne plus haut est faite par rapport à une question tout à fait précise qu'il esquive totalement, à savoir si « l'alliance tactique avec tous les démocrates » ne serait pas une alliance « ne visant qu'au rétablissement de la forme parlementaire de la dictature bourgeoise ».

Que tel soit effectivement le cas, c'est ce qui est affirmé sans la moindre ambiguïté par les deux déclarations de l'Unité populaire comme par celles faites à titre individuel par divers dirigeants politiques des partis de l'UP. En février, il était expliqué que :

« La tâche principale de ce front est la défaite du fascisme dans toutes ses expressions (...). Mais il s'agira surtout de détruire les intérêts des véritables maîtres du système, le capital monopoliste national et l'impérialisme. Tout vestige de fascisme devra être éliminé pour construire la démocratie authentique dont le pays a besoin... »

Le 1^{er} mai, les choses sont précisées avec encore plus de netteté :

« L'objectif final du Front antifasciste est la déroute de la dictature, la destruction de l'Etat tota-

litaire et policier, la construction d'un nouvel Etat démocratique, national, pluraliste et populaire qui développera toutes les conquêtes de notre pays et de notre peuple, qui liquidera le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie monopoliste agraire, garantira les intérêts de la grande majorité des citoyens en édifant une économie assurant le développement indépendant du pays. A partir de ces orientations et au fur et à mesure de son développement, le Front antifasciste se donnera un programme de gouvernement. »

Et Gazmuri, secrétaire général crypto-stalinien du MAPU-OC de préciser encore tout récemment (cf. « Le Monde » du 17-9-1974) :

« Nous voulons établir un Etat démocratique respectant les droits individuels et collectifs, respectant le pluralisme des opinions — sauf le fascisme. Mais ce sera un Etat d'un nouveau type, exprimant l'hégémonie de l'alliance antifasciste que nous recherchons. Ce ne sera donc pas une dictature du prolétariat. Ce sera, disons, une démocratie appuyée par une force armée renouée, purgée de ses éléments fascistes, et par un appareil juridique et institutionnel nouveau. Elle se donnera pour tâche la destruction des monopoles nationaux et étrangers et de la grande propriété foncière. »

Ce ne sera pas une dictature du prolétariat... En politique, le choix des expressions a un sens. Si Gazmuri choisit celle-ci, c'est pour faire écho très précisément à une déclaration identique d'Allende faite à Jean-Claude Buher, égale du « Monde », en janvier 1971 :

« — Pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat ?

« — Je crois que oui. C'est pour cela que nous travaillons. Aujourd'hui nous pensons qu'il est possible de le faire, même si ce n'est pas facile. »

« L'avenir » — en l'occurrence le 11 septembre 1973 avec ses 80 000 morts, ses dizaines de milliers d'emprisonnés et d'exilés et la botte militaire des Pinochet et des Leigh — a parlé, et tant, le souvenir de la phrase d'Allende ne peut avoir qu'un goût de cendre.

Mais c'est précisément pour cela qu'il faut l'utiliser. Tous les moyens sont bons pour matraquer politiquement et moralement les militants, pour pousser à bout leur écreurement, dans l'espoir qu'ils lâchent prise et que dans la prison, ou l'exil, ou la clandestinité, ils sombrent et disparaissent d'une façon ou d'une autre de la scène politique.

Le « bilan » propagé par l'UP, tout a été de la faute de la classe ouvrière

Mettre tout en œuvre pour que les militants ne puissent pas tirer le bilan de l'UP et comprendre les racines de ce qu'il est arrivé au prolétariat et aux masses chiliennes ne signifie pas s'interdire à soi-même de se servir d'un certain « bilan » pour parachever le travail entrepris avant et poursuivi sur les plans que nous venons d'analyser.

S'engager dans cette voie n'est pas sans comporter certains risques bien entendu, car tout « bilan » peut appeler sa réplique. C'est pourquoi la déclaration du 8 janvier du PC exclut rigoureusement toute allusion à un bilan quelconque. C'est également pourquoi Miguel Enriquez suggérait, en janvier 1974, qu'il serait préférable de faire silence sur le passé et proférait ainsi la remarque suivante :

« Et s'il n'est pas de notre intérêt d'axer toute notre politique sur la polémique avec les organisations de la gauche, l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde. » (9).

Cette attitude n'a pas été de mise longtemps. Une fois engagée l'offensive pour parachever la défaite de

la classe ouvrière et des masses chiliennes, toutes les armes devenaient bonnes et un certain bilan — bien déterminé — appartenait au nombre des armes à manier contre les militants. C'est à Teitelboim qu'il est revenu d'ouvrir le feu dans son article dont le titre rappelle ceux des articles du Komintern après l'écrasement du prolétariat allemand en 1933. « Prélude à de futures victoires ». Ses arguments, avancés encore prudemment, sont ceux de Fajon dans sa conférence de presse du 1^{er} septembre 1973. Teitelboim écrit :

« Lorsque l'on parle des raisons de la défaite provisoire, il faut, également, tenir compte du rôle négatif de l'existence de deux tendances opposées au sein du bloc et du gouvernement de l'Unité populaire... : les représentants de l'autre tendance se trouvaient malheureusement sur des positions sectaires, nous empêchant constamment d'agir, sapaient de l'intérieur et de l'extérieur l'Unité populaire. »

Le 1^{er} mai, la déclaration de l'UP ne s'embarrasse plus de formules diplomatiques :

« La plus grande faiblesse de l'Unité populaire fut son incapacité à éviter l'isolement de la classe ouvrière et à obtenir de la majorité du peuple l'appui nécessaire. Cette faiblesse fut aggravée de façon décisive par les conceptions ultragauchistes qui exerçaient leurs pressions sur l'Unité populaire et le gouvernement. Profitant de ces erreurs, les ennemis déclarés du gouvernement populaire réussirent à attirer vers leur politique d'importantes couches sociales, petits et moyens industriels, artisans et représentants des professions libérales, ainsi que d'autres couches de la population à faible conscience politique, dont les intérêts n'avaient rien à voir avec ceux des impérialistes et de la grande bourgeoisie. Sur le plan politique, ces conceptions sectaires et étroites de l'opportunisme de gauche

servirent le jeu de la fraction dirigée par M. Frei en lui permettant d'entraîner la Démocratie chrétienne dans une politique d'opposition intransigeante au gouvernement populaire » (10)

La boucle est bouclée. Si la DC s'est engagée comme elle l'a fait dans la préparation du coup d'Etat, c'est que le « gauchisme » et l'intransigeance des masses ne lui laissaient au fond aucune autre issue que de suivre Frei et Aldwyn. Proposer à l'ensemble de la DC — Frei compris — un pacte sur un programme de gouvernement qui respecte pleinement les intérêts que ce parti défend, c'est donc à la fois lui montrer que l'UP « reconnaît ses erreurs », (c'est-à-dire concrétise avec précision, du point de vue de la défense de l'ordre bourgeois, celles dont se sont rendus coupables les masses et les militants fidèles à leur classe), et qu'elle est prête à réparer les injustices commises à tort à l'encontre du parti chrétien.

La ligne politique de l'UP, impulsée par le PC et cautionnée par le MIR, forme ainsi un tout parfaitement cohérent qui allie un certain « bilan » à une politique de main tendue à l'armée et de subordination politique de la classe ouvrière et des masses à leur ennemi le plus acharné, la DC. L'état que signifie cette politique par rapport à l'énergie militante que les cadres ouvriers membres du PC, du PS et, là où ils existaient, du MIR voudraient déployer face à la dictature ne pourra être rompu que si la définition d'une politique de lutte pour les libertés démocratiques sur la ligne du Front unique de la classe et en rupture avec les partis bourgeois avancé de pair avec la lutte pour que le vrai bilan, celui de l'UP comme front de coalition de classes, fourrier du fascisme, soit tiré dans les rangs ouvriers.

Actuellement, seuls deux courants au sein du PS chilien — le courant dit de la Commission de coordination nationale et celui du Comité d'organisation de la gauche socialiste — ont indiqué leur volonté de tenter de lutter, ensemble avec quelques ex-militants ouvriers du MIR pour que ce bilan soit tiré (11). Leur

combat intéresse directement l'avant-garde mondiale. A mesure qu'il se développe, il recevra de l'OCI toute l'attention et tout l'appui qu'il mérite. Aujourd'hui cependant il serait faux politiquement de faire plus qu'annoncer un combat qui s'engage tout juste

et dont on ne peut encore garantir qu'il soit même à un terme face à l'extraordinaire pression mise en œuvre par l'appareil stalinien et ceux qui cautionnent la politique

Etienne LAURENT

(1) *La Vérité*, octobre 1973.

N° 562, pp. 55-56.

(2) Cette dimension de la lutte des classes au Chili et les responsabilités du gouvernement Allende sur ce plan, ont été largement analysées dans notre second article sur l'Unité populaire. Voir *La Vérité* N° 560, avril 1973, pp. 37-48.

(3) Voir, par exemple, les articles publiés dans *Le Monde Diplomatique* de juillet 1974 ainsi que la revue trimestrielle de l'économie chilienne publiée par l'hebdomadaire de la Cité de Londres, *The Economist* (« The Economist Intelligence Unit », *Quarterly Economic Review: Chili*).

(4) Il s'agit de l'une des deux organisations nées en mars 1973 de la seconde scission du MAPU. En août 1971, le MAPU (Mouvement d'action populaire unitaire), fondé le 17 mai 1969 par Jacques Concholl, ancien directeur de la réforme agraire de Frei, le député Silva Solar et deux sénateurs, Rafael Gumucio et Alberto Pérez, tous transfuges de la démocratie chrétienne, s'était scindé en première fois. A cette date, tous les catholiques avaient quitté le parti pour fonder l'organisation de la Gauche chrétienne (I.C.). En mars 1973, la scission est le résultat d'une intervention manifeste du PC chilien et de Allende pour casser une organisation susceptible, à leurs yeux, de servir de noyau de regroupement à une opposition de gauche, fut-elle très confuse, à la politique de l'UP.

(5) Les déclarations du PCC, de l'UP et du MIR ont toutes été publiées en français (voir notamment *L'Humanité* des 2-1974, 13-2-1974 et 19-6-1974) ; *Chili, la lutte continue*, organe des Comités de soutien (février et mars 1974) et *Rouge des*

8-2-1974 et 22-3-1974. En Argentine un bulletin, *Chile informativo internacional*, s'est chargé de rassembler le texte original des principales déclarations.

(6) Le PS a été fort avare en déclarations propres à lui sur un autre terrain que celui de la solidarité internationale ou des tâches de résistance immédiate. Un texte simplement ronéotypé circule en un très petit nombre d'exemplaires, émanant du Comité central en date de mars 1974, avec le titre : « Dans la chaleur de la lutte contre le fascisme, construisons la force dirigeante du peuple pour assurer la victoire. » De nombreux tours de passe-passe ne suffisent pas pour cacher que la ligne est dans le fond identique à celle du PC, y compris si la direction du PS se bat la coule et parle d'autocritique à chaque page.

(7) Voir *La Vérité*, N° 559. « L'Unité populaire au Chili » (1), pp. 64-69.

(8) Dans le recueil d'A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, collection Archives, Paris 1974, on trouvera de nombreux textes retraçant la politique de conciliation du PC et de l'UP à l'égard de la DC et la réaction des militants.

(9) Voir *Rouge* (15-3-1974). L'assassinat de Miguel Enriquez par la Junta qui donne par là une expression supplémentaire de ses objectifs et de ses méthodes, ne peut pas nous conduire à modifier notre caractérisation de la politique du MIR et de ceux qui le couvrent et le cautionnent internationalement, au premier chef l'extrême gauche communiste. C'est ainsi que J.P. Beauvais, qui est contraint de prendre position face à cette déclaration, le fait en se livrant à une succession de tours de passe-passe qu'il faut rappeler :